



la Lettre

d'ENSEMBLE!

**Nous sommes
toutes des
ukrainiennes**

En ce 8 mars des luttes des femmes, nos pensées vont d'abord à celles d'Ukraine, qui subissent cette terrible guerre. Mais qui sont aussi des combattantes contre l'invasion russe. Le slogan de nos manifestations, «Solidarité avec les femmes du monde entier », ce sera en premier lieu pour elles.

En effet, la situation en Ukraine est d'une gravité exceptionnelle, le dictateur Poutine agitant même la menace nucléaire. Il veut réduire l'Ukraine à n'être qu'un satellite de la Russie, lui retirant toute réelle indépendance.

De ce point de vue, il n'y a rien à négocier, seule la résistance ukrainienne peut faire reculer les fauteurs de guerre.

Mais les Ukrainien.es ne sont pas seul.es. Le samedi 5 mars, les peuples ont montré leur refus de l'agression russe. Il convient de saluer celles et ceux qui, au cœur de la Russie, manifestent contre la guerre.

Mais il faut aller encore plus loin, plus fort dans la solidarité : nous devons être des millions pour dire « Non à la guerre, Retrait des troupes russes, Liberté pour l'Ukraine ».

Nous contacter :

✉ contact@ensemble-fdg.org

f @Ensemblefrontdegauche

t @Ensemble_FdG

Solidarité avec le peuple ukrainien !



Ce qui aujourd'hui se déroule sous nos yeux relevait hier de l'impensable.

Il faut à présent voir ce que nous voyons, et le penser.

L'offensive du Kremlin a pour objectif de conquérir militairement l'Ukraine. C'est dénier au peuple ukrainien son droit d'être une nation. Poutine a décidé que l'Ukraine ne peut continuer à exister indépendamment de la Russie, avec un État libre de ses choix politiques et de ses alliances.

Pour atteindre ces objectifs : la guerre. Une guerre totale, avec tous les armements dont il dispose, y compris les plus terrifiants : bombardements massifs, bombes thermobariques, destruction des infrastructures. Sans compter un terrible siège des villes... Quitte à massacrer la population et détruire le pays. Des stratégies de mort déjà mises en œuvre en Tchétchénie puis en Syrie. C'est ainsi que Poutine entend soumettre un « peuple frère » !

Quant à tous les peuples du continent, les voici soumis à un chantage à la guerre nucléaire. Par cette menace Poutine avertit l'Union européenne et l'OTAN de ne pas franchir la ligne rouge qui à ses yeux ferait d'elles des « belligérants » du conflit. Par exemple répondre à la demande du gouvernement ukrainien d'instaurer sur l'Ukraine une zone d'exclusion aérienne.

Pourtant, alors que le pouvoir russe paraît sur un effondrement rapide de l'Ukraine, c'est une admirable et impressionnante résistance à laquelle il se heurte. Du coup des faiblesses apparaissent au sein même des troupes russes, des manifestations d'un grand courage de citoyennes et citoyens russes se multiplient pour s'opposer à la guerre, et peut-être demain des différenciations au cœur du pouvoir.

Le Président Zelenski nous a interpellé.es : « Ne nous lâchez pas ! »

Toutes et tous nous voici face à un défi, celui de la solidarité avec un peuple ukrainien qui se bat pour sa liberté.

Les mesures humanitaires et l'accueil des centaines de milliers de réfugiés qui fuient la guerre sont évidemment impératives et urgentes. Aux organisations de gauche, politiques, syndicales et associatives d'être parties prenantes dans l'unité pour donner force à cette mobilisation.

Au-delà, obliger à un cessez le feu, contraindre Poutine à renoncer à son entreprise criminelle et à replier ses troupes ne sera pas obtenu par les seules sanctions économiques, nécessaires, ni par l'isolement international de la Russie. Il faut un échec de l'offensive russe sur le terrain.

Les combattants ukrainiens ont besoin d'armes pour se défendre face à une armée surpuissante, il convient d'appuyer toute mesure répondant à leur légitime demande.

Rédigée par les militantes et militants d'ENSEMBLE ! cette lettre propose les analyses du mouvement et des informations pour aider aux luttes et au rassemblement de celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible.

8 mars 2022 : ensemble, en grève pour l'égalité

Le 8 mars est traditionnellement le moment de faire le point sur la situation des femmes en France, et d'assurer de notre solidarité dans le monde. En France, 2022 est une année électorale.

La précarité reste un marqueur fort des inégalités que vivent les femmes. La réforme régressive de l'assurance chômage a durci les conditions d'ouverture des droits pour les femmes travaillant majoritairement de façon discontinue, avec des contrats courts ou du temps partiel imposé. Elle a baissé le montant des allocations calculées en tenant compte de la quotité de temps de travail. Revenir sur cette réforme est une urgence. Les travailleuses quant à elles s'organisent (AESH, aides à domicile, sages-femmes...) pour la revalorisation de leurs métiers.

Les difficultés à trouver une place en crèche sont bien connues. Si on élève seule ses enfants, c'est son autonomie qui est mise en cause. Le RSA, qui concerne majoritairement les femmes, permet tout juste de survivre. Pour les femmes en couple, la prise en compte des revenus du conjoint pour l'attribution des allocations revient aussi à leur dénier cette autonomie. Il faut déconjugaliser tous les minima sociaux et augmenter le Smic de façon conséquente. Les nombreuses luttes en cours témoignent de cette nécessité.



montant des allocations calculées en tenant compte de la quotité de temps de travail. Revenir sur cette réforme est une urgence. Les travailleuses quant à elles s'organisent (AESH, aides à domicile, sages-femmes...) pour la revalorisation de leurs métiers.

place en crèche sont bien connues. Si on élève seule ses enfants, c'est son autonomie qui est mise en cause. Le RSA, qui concerne majoritairement les femmes, permet tout juste de survivre. Pour les femmes en couple, la prise en compte des revenus du conjoint pour l'attribution des allocations revient aussi à leur dénier cette autonomie. Il faut déconjugaliser tous les minima sociaux et augmenter le Smic de façon conséquente. Les nombreuses luttes en cours témoignent de cette nécessité.

Pour les travailleuses, les discriminations salariales sont pointées, et les employeurs ne sont pas contraints d'y mettre fin. La suppression des CHSCT constitue un recul dans les moyens de lutte contre le harcèlement et les violences au travail. Les faibles effectifs des Inspections du Travail ne vont pas y remédier. La décision de l'Etat de transcrire la convention 190 de l'OIT à la législation constante empêche de négocier dans les entreprises la prise en compte au travail des conséquences des violences familiales.

Malgré les discours, le million réclamé par les associations est toujours attendu. Peu de structures existent qui conjuguent à la fois accueil, orientation, conseils juridiques, dépôt de plaintes et hébergement. La Maison des Femmes de Paris, celle de St Denis ou Citad'elles à Nantes restent des exceptions. Il a fallu batailler pour que le numéro vert 3919 reste géré par Solidarité Femmes.

La suppression de la clause particulière de conscience concernant l'IVG n'a pas été gagnée. On continue à supprimer des postes dans les hôpitaux et à regrouper ceux-ci, éloignant ainsi les femmes de l'accès à des CIVG de proximité sur tout le territoire.

Il faut que l'Education Nationale mette en œuvre une vraie politique de prévention des stéréotypes, de questionnement sur les violences, sur les relations filles/garçons, dès le plus jeune âge. Au lieu de ça, le ministre donne des directives pour recentrer les cours sur le civisme.

Alors oui, les campagnes électorales tombent à pic pour juger des réponses des candidat.e.s

Les améliorations gagnées par les luttes ne sont jamais complètement acquises et il en reste de nombreuses à conquérir.

Partout, rejoignons les mobilisations féministes. Hasta la victoria, siempre !

Libérez Salah Hamouri

Ce lundi 7 mars Salah Hamouri a été arrêté à l'aube par les forces d'occupation israéliennes qui ont fait irruption à son domicile. Il s'agit d'un acharnement de plus contre notre compatriote.

Cela doit cesser, liberté pour Salah !